



Le bulletin

DISPONIBLE SUR L'INTERNET
WWW.USMISSION.CH

Hebdomadaire

CETTE SEMAINE

28 JANVIER 2005

LE SÉNAT CONFIRME LA NOMINATION DE MME RICE AU POSTE DE SECRÉTAIRE D'ÉTAT

Elle est la première Afro-Américaine à accéder à ce poste..... 1

MME RICE DONNE LES GRANDES LIGNES DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DES E.-U.

Elle insiste sur l'importance des alliances..... 2

GEORGE BUSH : IL FAUT HONORER LA MÉMOIRE DES VICTIMES DE L'HOLOCAUSTE

Proclamation du président sur le 60e anniversaire de la libération d'Auschwitz 3

LE DISCOURS D'INVESTITURE DU PRÉSIDENT BUSH DANS SON CONTEXTE HISTORIQUE

Ce discours réaffirme les convictions profondes du peuple des Etats-Unis..... 4

LE FÉDÉRALISME EST ESSENTIEL À LA STABILITÉ POLITIQUE EN IRAK, SELON DES POLITOLOGUES

Opinion de spécialistes de l'histoire et de la politique irakiennes..... 6

LES INITIATIVES DES ÉTATS-UNIS EN FAVEUR DES FEMMES

Texte du résumé analytique du département d'Etat.. 7

LE SÉNAT CONFIRME LA NOMINATION DE MME RICE AU POSTE DE SECRÉTAIRE D'ÉTAT

Elle est la première Afro-Américaine à accéder à ce poste

Par Merle D. Kellerhals, Jr.
Rédacteur du " Washington File "

Le 26 janvier, le Sénat des Etats-Unis s'est prononcé, par 85 voix contre 13, en faveur de la confirmation de la nomination de Condoleezza Rice au poste de 66e secrétaire d'Etat des Etats-Unis.

Le 19 janvier, la commission sénatoriale des relations étrangères avait approuvé cette nomination par 16 voix contre 2 et l'avait transmise au Sénat pour examen en séance plénière.

Mme Rice succède donc à M. Colin Powell, ancien général de l'armée de terre et chef de l'état-major des armées, et devient la première Afro-Américaine à accéder à cette haute fonction.

Le chef de la majorité au Sénat, M. Bill Frist (républicain du Tennessee) avait prévu que Mme Rice obtiendrait la majorité des votes en sa faveur. Durant les audiences, les discussions ont porté essentiellement sur la guerre en Irak et sur les conseils qu'avait fournis Mme Rice au président Bush en faveur de la suppression du régime du président Saddam Hussein.

Les discussions ont duré 11 heures et ont été réparties sur deux jours, mais constituent une bonne illustration du processus de formulation de la politique étrangère des Etats-Unis et notamment du rôle que jouent le Congrès et les conseillers en matière de sécurité nationale dans ce processus.

Les arguments avancés ont d'une façon générale correspondu aux divisions entre les deux partis, plusieurs démocrates s'exprimant contre la nomination de Mme Rice, la majorité des républicains en sa faveur. De toute façon, l'issue du débat n'a jamais fait aucun doute.

La sénatrice Diane Feinstein, (démocrate de Californie), a rappelé à ses collègues que le président méritait la confirmation de ses nominations. La tradition veut en effet que le Sénat confirme les nominations que fait le président à son cabinet sans engager de débats houleux, en vertu du principe selon lequel le chef de l'exécutif a le droit de travailler avec les ministres de son choix.

Le président de la commission sénatoriale des relations étrangères, M. Richard Lugar (républicain de l'Indiana), a ainsi donné au Sénat son opinion sur la nomination de Mme Rice : " Nous allons participer à un moment historique qui confirmera le rôle du Sénat dans la politique étrangère et soulignera la perspicacité de notre Constitution. "

Durant les deux jours qu'a duré sa séance de confirmation à la commission des relations étrangères, Mme Rice a répondu à 199 questions : 129 posées par des démocrates et 70 par des républicains. Elle a également répondu à 191 questions écrites.

" Elle a donc répondu à 390 questions des sénateurs. De toute l'histoire des Etats-Unis, peu de ministres-désignés ont dû fournir autant d'informations durant le processus de confirmation ", a déclaré M. Lugar.

Le sénateur Joseph Biden, membre démocrate influent de la commission, a déclaré soutenir la nomination de Mme Rice en émettant toutefois des réserves au sujet de la politique actuelle des Etats-Unis en Irak.

Le sénateur Edward Kennedy (démocrate du Massachusetts) a pris la tête des détracteurs de Mme Rice et de la politique du gouvernement Bush en Irak en disant : " Mme Rice était un élément clé de l'équipe de sécurité nationale qui a formulé et justifié les raisons du déclenchement de la guerre en Irak. Or cette opération a été un échec catastrophique et est en train de devenir un véritable bourbier. Dans ces conditions, Mme Rice ne devrait pas être promue au rang de secrétaire d'Etat. "

Mais le sénateur Joseph Lieberman (démocrate du Connecticut) a déclaré : " (...) ce qui nous rassemble autour de cette candidate qualifiée en ces temps de guerre est bien plus grand que ce qui nous divise. "

La sénatrice Kay Bailey Hutchison (républicaine du Texas) a affirmé que Mme Rice était une personne capable, dotée de 25 ans d'expérience dans le domaine de la politique étrangère, et qui jouissait de la totale confiance du gouvernement Bush.

Avant de devenir, en 2001, conseillère du président Bush pour la sécurité nationale, Mme Rice a été pendant six ans présidente de l'université Stanford et principale responsable de l'administration financière et académique de cet établissement. Elle a également été professeur de sciences politiques et est spécialiste des affaires soviétiques. Elle avait déjà fait partie du Conseil national de sécurité durant le gouvernement Bush père.

MME RICE DONNE LES GRANDES LIGNES DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DES E.-U.

Elle insiste sur l'importance des alliances.

Par Merle D. Kellerhals, Jr.

Rédacteur du " Washington File "

Lors de sa séance de confirmation organisée les 18 et 19 janvier par la commission sénatoriale des relations étrangères, la secrétaire d'Etat désignée, Mme Condoleezza Rice, a donné les grandes lignes de la politique étrangère du deuxième gouvernement Bush.

" Il nous faut nous servir de la diplomatie américaine pour contribuer à créer dans le monde un équilibre des pouvoirs favorable à la liberté. Le temps de la diplomatie est venu. "

Mme Rice, ancienne professeur de sciences politiques et doyenne de l'université Stanford, a énuméré les trois grandes missions que devait accomplir la politique étrangère des Etats-Unis :

- Premièrement, les Etats-Unis doivent unir la communauté des démocraties en instaurant un système international fondé sur des valeurs communes et la règle de droit.

- Deuxièmement, les Etats-Unis doivent renforcer la communauté des démocraties afin de contrer les menaces qui pèsent sur la sécurité collective et d'apaiser le désespoir qui alimente le terrorisme.

- Et troisièmement, les Etats-Unis doivent œuvrer à la propagation de la liberté et de la démocratie dans le monde.

Mme Rice a ensuite affirmé que la politique étrangère des Etats-Unis durant le deuxième gouvernement Bush reposerait sur l'idée que les alliances et les institutions multilatérales peuvent multiplier la puissance des nations éprises de liberté. Ce principe, a-t-elle promis, guidera ses démarches de secrétaire d'Etat.

Mme Rice a été pendant quatre ans la conseillère du président pour la sécurité nationale. M. Bush l'a nommée au poste de secrétaire d'Etat en remplacement de M. Colin Powell.

Le 19 janvier, après dix heures de dépositions, la commission des relations étrangères s'est prononcée par 16 voix contre 2 en faveur de la nomination de Mme Rice en tant que 66e secrétaire d'Etat des Etats-Unis. Certains sénateurs ont bien exprimé de fortes réserves au sujet de l'action du gouvernement Bush en Irak et de la conduite de la politique étrangère en général, mais la plupart ont déclaré qu'ils soutiendraient la nomination de Mme Rice.

GEORGE BUSH : IL FAUT HONORER LA MÉMOIRE DES VICTIMES DE L'HOLOCAUSTE

Proclamation du président sur le 60e anniversaire de la libération d'Auschwitz

Dans une proclamation désignant le 27 janvier comme 60e anniversaire de la libération du camp de concentration d'Auschwitz, le président Bush a affirmé que c'était l'occasion de tirer les leçons de l'Holocauste.

“ L'histoire de l'Holocauste prouve que le mal existe bien, mais que l'espoir perdure “, a déclaré M. Bush dans sa proclamation publiée le 25 janvier. Il a demandé également aux Américains d'honorer les victimes d'Auschwitz et de l'Holocauste.

Les camps de concentration nazis font réfléchir à la puissance du mal et à la nécessité de le combattre partout où il existe. “ Cela nous rappelle que lorsque nous détectons de l'antisémitisme, nous devons nous unir pour le contrer. “

Nous donnons ci-dessous le texte de la proclamation du président Bush.

La Maison-Blanche
Bureau du secrétaire de presse
Le 25 janvier 2005

Soixantième anniversaire de la libération du camp de concentration d'Auschwitz

Proclamation du président des Etats-Unis d'Amérique

Dans le camp de concentration d'Auschwitz, le mal a trouvé des serviteurs zélés et des victimes innocentes. Pendant près de cinq ans, Auschwitz a été une usine d'extermination où plus d'un million de personnes ont péri. Cela fait réfléchir à la puissance du mal et à la nécessité de le combattre partout où il existe. C'est un rappel de la nécessité de nous unir contre l'antisémitisme chaque fois que nous le rencontrons.

Dans des lieux comme Auschwitz, les preuves de l'horreur de l'Holocauste ont été préservées afin d'aider le monde à se souvenir. Nous ne devons oublier ni la cruauté des coupables, ni le courage des victimes d'Auschwitz et d'autres camps de concentration nazis.

Durant l'Holocauste, le mal était systématique dans sa mise en œuvre et délibéré dans son œuvre destructrice. Le 60e anniversaire de la libération d'Auschwitz est l'occasion de transmettre l'histoire et les leçons tirées de l'Holocauste aux générations futures. L'histoire de l'Holocauste prouve que le mal existe bien, mais que l'espoir perdure.

C'est pourquoi je soussigné George W. Bush, président des Etats-Unis d'Amérique, proclame, en vertu du pouvoir que me confèrent la Constitution et le droit des Etats-Unis, le 27 janvier 2005 soixantième anniversaire de la libération du camp de concentration d'Auschwitz. J'invite tous les Américains à observer cet anniversaire par des cérémonies et des activités appropriées, et à rendre hommage aux victimes d'Auschwitz et de l'Holocauste. Que Dieu bénisse leur mémoire et leurs familles, et puissions-nous ne jamais oublier.

En de quoi j'appose ma signature au bas du présent document en ce vingt-cinquième jour de janvier de l'an de grâce deux mille cinq, deux cent vingt-neuvième année de l'indépendance des Etats-Unis d'Amérique.

George W. Bush

LE DISCOURS D'INVESTITURE DU PRÉSIDENT BUSH DANS SON CONTEXTE HISTORIQUE

Ce discours réaffirme les convictions profondes du peuple des Etats-Unis.

Professeur de sciences politiques et d'affaires internationales à l'université de Georgetown, M. Robert Lieber a écrit le présent article pour le compte du "Washington File". Son article peut être reproduit librement. Les opinions qu'il exprime ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des Etats-Unis.

L'interprétation du discours d'investiture du président Bush

Robert Lieber

Professeur à l'université de Georgetown

L'investiture du président George Bush pour un second mandat de quatre ans constitue un rituel qui est bien connu des Américains, mais souvent mal compris à l'étranger. Tout le monde comprend l'importance de la cérémonie, les défilés et la célébration. Toutefois, dans son discours à la nation, le président a évoqué des idéaux qui ont des racines profondes dans la vie des Etats-Unis, et il est bon d'expliquer leur contexte historique ou d'interpréter "le discours à l'intention d'un auditoire beaucoup plus vaste.

Les précédents historiques

Traditionnellement, le discours d'investiture donne une occasion unique à un président qui vient d'être élu pour la première ou la seconde fois de laisser de côté l'esprit de parti et les affaires courantes pour parler à l'ensemble du pays et pour concrétiser ce que le président Abraham Lincoln a décrit dans son premier discours d'investiture comme "les bons anges de notre nature". Depuis des générations, les présidents tant démocrates que républicains ont évoqué les idéaux les plus nobles en parlant du dessein des Etats-Unis, les fondements religieux de ces convictions et le rôle indispensable que les Etats-Unis jouent, aussi bien en donnant l'exemple qu'en aidant d'autres peuples à atteindre les idéaux fondamentaux de la liberté et de la démocratie.

Ces convictions reflètent le caractère particulier des Etats-Unis. A la différence de la plupart des autres peuples, les Américains sont des immigrants ou des descendants d'immigrants et ne sont pas unis par des liens ethniques ou raciaux, ou par une origine nationale commune. Au lieu de cela, être Américain, c'est croire à

la démocratie et à la liberté inscrites dans la Déclaration d'indépendance, la Constitution et la Déclaration des droits.

Par exemple, en janvier 1961, le président John Kennedy a prononcé ces paroles émouvantes : "Que tous les pays le sachent, qu'ils nous veuillent du bien ou du mal : nous sommes prêts à payer n'importe quel prix, à supporter tout fardeau, à endurer toutes les épreuves, à soutenir tous nos amis et à nous opposer à tout ennemi afin de garantir la survie et le succès de la liberté." Vingt ans plus tard, en janvier 1981, Ronald Reagan a décrit les Etats-Unis comme "le modèle de la liberté et un rayon d'espoir pour ceux qui ne jouissent pas encore de la liberté". Enfin, Bill Clinton a déclaré dans son discours d'investiture en 1993 : "Nos soutenons de nos espoirs, de nos cœurs et de nos mains tous ceux qui, dans tous les continents, construisent la démocratie et la liberté. Leur cause est la cause des Etats-Unis."

Chacun de ces présidents a évoqué la liberté comme un droit donné par Dieu, comme une idée qui remonte à la fondation des Etats-Unis. En 1630, John Winthrop, un des chefs spirituels des Puritains, a prononcé un sermon dans lequel il incitait ses fidèles à créer "une cité sur une colline" alors qu'ils s'apprêtaient à débarquer au Massachusetts. En 1776, un auteur américain révolutionnaire, Tom Paine, a écrit : "Nous avons en notre pouvoir la possibilité de recréer totalement le monde". Et le président Reagan a repris une image vieille de cent cinquante ans lorsqu'il a décrit les Etats-Unis comme "une cité brillante sur une colline".

En bref, tout au long des siècles, les intellectuels et les présidents américains ont non seulement considéré la liberté et la démocratie comme un exemple pour les autres peuples, mais aussi encouragé et soutenu ceux qui étaient opprimés et qui cherchaient à se libérer.

Comprendre bien ou mal le discours de M. Bush

Dans son discours, le président Bush a déclaré : "La politique des Etats-Unis est d'encourager l'essor des mouvements et des institutions démocratiques dans tous les pays et dans toutes les cultures, afin de pouvoir finalement mettre un terme à la tyrannie dans le monde." Cette déclaration illustre une idée fondamentale, à savoir que les Etats véritablement démocratiques ne se font pas la guerre, ni ne donnent naissance à des terroristes.

Certains observateurs étrangers ont cependant mal compris le sens de cette déclaration ou l'ont même déformé

en soutenant qu'elle indiquait le début d'une croisade impériale destinée à imposer la démocratie par la force. Ce genre de critique non seulement offre une excuse à la dictature et à l'oppression, mais déforme complètement le sens du discours de M. Bush.

En fait, le président a dit clairement : " Ce n'est pas là principalement la tâche de forces armées, mais nous nous défendrons et nous défendrons nos amis par la force des armes si cela se révèle nécessaire (...) Les Etats-Unis n'imposeront pas leur propre forme de gouvernement à ceux qui ne sont pas disposés à l'accepter (...) Notre objectif est d'aider les autres pays à parler de leur propre voix, à parvenir à leur propre forme de liberté et à tracer leur propre voie. " L'universalité de ce message est évidente dans la phrase suivante : " Les Etats-Unis n'agiront pas comme si les dissidents jetés en prison préfèrent leurs chaînes ou que les femmes acceptent l'humiliation et la servitude ou que tout être humain aspire à vivre à la merci de tyrans. "

Le président a reconnu que le " grand objectif de la fin de la tyrannie " constituait une tâche de longue durée, l'œuvre de plusieurs générations. Néanmoins, même si cet effort est souvent ardu, on a observé au cours des cinquante dernières années des succès considérables pour ce qui est de l'accroissement du nombre d'Etats démocratiques. A cet égard, les Etats-Unis ont souvent joué un rôle indispensable en encourageant ou en aidant d'autres peuples à se libérer et à mettre en place ou à consolider des institutions démocratiques et l'Etat de droit. La liste comprend des pays de divers continents, dont l'Allemagne, le Japon, l'Italie, la Corée du Sud, les Philippines, certains pays d'Asie et d'Afrique, la plupart des pays d'Europe orientale et d'Amérique latine, et récemment l'Ukraine.

Les paroles d'anciens dissidents et détenus politiques, tels que Nathan Charansky en Union soviétique, Lech Walesa en Pologne et Vaclav Havel en Tchécoslovaquie, illustrent le rôle important que les Etats-Unis ont joué en leur remontant le moral et en renforçant la détermination d'autres personnes comme eux à poursuivre leur lutte qui a été finalement couronnée de succès. En outre, même si la tâche demeure encore difficile et même dangereuse, comme en Afghanistan, dans les territoires palestiniens et tout particulièrement en Irak, l'élimination des régimes despotiques et l'organisation d'élections libres demeurent des réalisations d'importance historique.

Les idéaux et la sécurité après les attentats du 11 septembre 2001

Les attentats terroristes du 11 septembre 2001 à New York et à Washington ainsi que l'attentat du 11 mars à Madrid et les attentats en Turquie, en Indonésie, aux Philippines et dans d'autres pays constituent des signes d'une menace mortelle. Le danger ne provient pas seulement de groupes terroristes fanatiques, mais de tyrannies qui appuient le terrorisme ainsi que de ceux qui cherchent à se doter d'armes de destruction massive.

Comme le président Bush l'a fait remarquer, " la survie de la liberté dans notre pays dépend de plus en plus du succès de la liberté dans d'autres pays. Le meilleur espoir de paix dans notre monde est la propagation de la liberté dans le monde entier. " Et dans son allocution radiodiffusée hebdomadaire, il a ajouté deux jours plus tard : " Nous continuerons de promouvoir la liberté, l'espoir et la démocratie dans le Grand Moyen-Orient et, ce faisant, de vaincre le désespoir, l'impuissance et le ressentiment qui alimentent le terrorisme. "

En bref, les intérêts vitaux, les idéaux et la sécurité demeurent étroitement liés. En fait, les paroles du président font écho à celles de Woodrow Wilson, John Kennedy, Franklin Roosevelt et Ronald Reagan, alors qu'ils faisaient face à deux guerres mondiales et à la guerre froide. Maintenant, face à un nouveau péril, le discours d'investiture de M. Bush constitue une réaffirmation hardie des idéaux américains tant dans notre pays qu'à l'étranger. Ceux-ci méritent d'être compris et appréciés pour ce qu'ils représentent véritablement.

M. Robert Lieber est professeur de sciences politiques et d'affaires internationales à l'université de Georgetown. Son ouvrage le plus récent, " The American Era " sera publié en septembre par " Cambridge University Press ". On peut lui écrire à l'adresse électronique suivante : lieberr@georgetown.edu

M. Lieber a écrit le présent article pour le compte du " Washington File ". Son article peut être reproduit librement. Les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des Etats-Unis.

LE FÉDÉRALISME EST ESSENTIEL À LA STABILITÉ POLITIQUE EN IRAK, SELON DES POLITOLOGUES

Opinion de spécialistes de l'histoire et de la politique irakiennes

Par Phillip Kurata and Howard Cincotta
Rédacteurs du " Washington File "

Washington - Selon des spécialistes de l'histoire et de la politique irakiennes, un régime fédéral serait le plus à même d'assurer la stabilité politique du pays à l'avenir.

Dans un régime fédéral, le gouvernement central de l'Etat fédéral partage avec les gouvernements des Etats fédérés les fonctions législative, exécutive et juridictionnelle prévues par la Constitution. Un tel régime pourrait empêcher que la majorité au pouvoir ne reconnaisse pas les droits des minorités.

Plus de 20 Etats fédéraux existent dans le monde, dont le Brésil, le Canada, le Mexique et les Etats-Unis dans le continent américain, l'Allemagne, l'Autriche, l'Espagne et la Suisse en Europe, l'Inde et la Malaisie en Asie, l'Australie en Océanie et les Emirats arabes unis au Moyen-Orient.

Les Etats démocratiques non fédéraux, tels que la France, accordent aussi des pouvoirs importants aux collectivités locales, mais ces pouvoirs sont délégués par le gouvernement central qui peut toujours les révoquer.

La population irakienne se compose de trois grands groupes : deux groupes de religion musulmane, les sunnites et les chiites, et un groupe ethnique, les Kurdes. Les sunnites dominaient le gouvernement du temps de Saddam Hussein, et le noyau de l'insurrection actuelle se trouve dans la région centrale de l'Irak où ils constituent la majorité de la population.

Les chiites, qui représentent selon de nombreuses estimations plus de la moitié de la population irakienne, ont été exclus en grande partie de la vie politique du pays après qu'ils eurent boycotté des élections organisées en 1922, sous le mandat britannique. Ils habitent pour la plupart dans le centre et dans le sud de l'Irak, et on s'attend qu'ils soient les vainqueurs du scrutin du 30 janvier.

Quant aux Kurdes, ils ont fait l'objet de mesures d'épuration ethnique, de réinstallation forcée, d'exécution sommaire et d'attaques au moyen d'agents chimiques du temps de Saddam Hussein. Ils tentent de sauvegarder l'autonomie et les libertés dont ils jouissent

dans une enclave du nord du pays depuis la fin de guerre du Golfe de 1991.

Les programmes d'un certain nombre des partis dont les candidats se présentent aux élections du 30 janvier sont en faveur de la création d'un Etat fédéral.

Selon Mme Phebe Marr, auteur d'un ouvrage intitulé "L'Histoire moderne de l'Irak", "on observe un véritable processus politique même s'il est entaché de violence et si une grande partie de la population sunnite ne peut pas y participer. Tous les partis doivent se rendre compte qu'il ne s'agit pas d'un jeu à somme nulle où un camp doit perdre pour que l'autre gagne. Il leur faut trouver les moyens de parvenir à un compromis, de partager le pouvoir (...). Ce sont là des questions importantes, et le fédéralisme est maintenant d'actualité."

De son côté, Mme Dawn Brancati, du Centre d'étude des institutions démocratiques qui relève de l'université de Princeton, estime que le fédéralisme offre une bonne possibilité pour prévenir les conflits entre ethnies et une éventuelle sécession, ainsi que pour mettre en place un régime démocratique stable.

"Le fait que les divisions religieuses et ethniques en Irak se recoupent pourrait contribuer à favoriser la modération et même aider à créer des partis politiques chevauchant les divisions religieuses et ethniques, sous réserve qu'il y ait une structure fédérale adaptée", indique-t-elle dans un article intitulé "Le fédéralisme peut-il stabiliser l'Irak ?", qui a paru dans la revue "Washington Quaterly" du printemps 2004.

Deux chargés de recherche de l'université de Miami, M. Adeed Dawisha et Mme Karen Dawisha, soulignent quant à eux que le fédéralisme n'a pas toujours répondu aux aspirations des groupes désireux d'obtenir l'indépendance, comme le montrent les conflits en Irlande du Nord, au Kosovo et en Tchétchénie. Il a cependant contribué à réduire les tensions séparatistes en Ecosse, au Monténégro et dans des Républiques ethniques de la Fédération de Russie.

Du temps de la monarchie hachémite (1921-1958), l'Irak a connu des débats parlementaires animés, et cette expérience pourrait servir, selon eux, de fondement à une structure fédérale dotée de plusieurs centres de pouvoir. "Les débats parlementaires étaient souvent vigoureux au Parlement, et les parlementaires pouvaient en général discuter et voter contre le gouvernement sans craindre une rétribution quelconque", font-ils remarquer dans

l'article "Comment construire un Irak démocratique" qui a paru dans la revue "Foreign Affairs" en 2003.

Un régime fédéral permet de désarmer les tensions en laissant aux centres régionaux et locaux de pouvoir le droit de percevoir des impôts et de dépenser les deniers publics comme bon leur semble sans que le gouvernement central intervienne. "Les arrangements relatifs au partage des recettes publiques sont essentiels, car le pouvoir a besoin de ressources : lorsque le gouvernement central prive les régions du droit de percevoir des impôts et de dépenser les deniers publics, cela revient à leur enlever toute autorité", indiquent-ils dans leur article.

Les Emirats arabes unis sont dotés d'un régime fédéral qui a contribué à l'essor du pays. Avant son accession à l'indépendance, le pays se composait de territoires autonomes qui étaient sous la tutelle du Royaume-Uni. Lorsque les forces britanniques se sont retirées en 1971, les émirats ont formé la Fédération des émirats arabes. Le Bahreïn et le Qatar ont quitté cette fédération peu de temps après et sont devenus des Etats indépendants.

"Les Emirats arabes unis n'auraient jamais réussi sans une structure fédérale qui donne à chaque émirat une autonomie considérable dans la prise des décisions", a expliqué Patrick Clawson, de l'Institut d'études politiques du Proche-Orient qui est situé à Washington.

"Le Dubaï, par exemple, est fier de son ouverture au reste du monde en matière de commerce et d'investissement et aux influences extérieures, ce que certains autres émirats plus conservateurs trouvent inacceptable. Malgré l'importance des traditions tribales, le pays a réussi à maintenir un bon équilibre de manière à protéger les centres locaux de pouvoir et à accepter le rôle plus important d'Abou Dhabi dans le gouvernement fédéral", a-t-il dit.

Pour sa part, la nouvelle secrétaire d'Etat des Etats-Unis, Mme Condoleezza Rice, a déclaré, dans un discours qu'elle a prononcé en août 2004 à l'Institut de la paix des Etats-Unis, que la notion de fédéralisme serait essentielle pour que l'Irak reste un pays uni. "L'Irak, a-t-elle dit, devra rester un pays uni. Je suis tout à fait certaine qu'il y aura des éléments de fédéralisme que les Etats-Unis devront reconnaître. Toutefois, ce qui m'a impressionné jusqu'ici, c'est que les Irakiens, qu'ils soient Kurdes, chiites ou sunnites ou qu'ils fassent partie des nombreux autres groupes ethniques, ont montré qu'ils voulaient vivre dans un pays uni."

Enfin, un diplomate américain chevronné, M. James Dobbins, qui a contribué à la stabilisation de la situation en Afghanistan, au Kosovo, en Bosnie, en Haïti et en Somalie, est d'avis que "les Irakiens doivent trouver leurs propres moyens de parvenir à une solution, qui peuvent comprendre des éléments de gouvernement local ou un régime fédéral ainsi que le partage du pouvoir au niveau national. Il est essentiel qu'ils parviennent à un accord sur le partage du pouvoir qui reflète la population, et non pas seulement les résultats des élections, et qui évite tout conflit" entre les chiites et les sunnites.

LES INITIATIVES DES ETATS-UNIS EN FAVEUR DES FEMMES

Texte du résumé analytique du département d'Etat

Un résumé analytique publié le 19 janvier par le Bureau du coordonnateur principal pour les questions relatives à la condition féminine dans le monde décrit les programmes mis en place par les Etats-Unis afin d'améliorer le statut de la femme dans le monde, et notamment en Afghanistan et en Irak.

Nous donnons ci-après le texte du résumé analytique du département d'Etat.

Département d'Etat des Etats-Unis
Bureau du coordonnateur principal pour les questions relatives à la condition féminine dans le monde
Washington
Le 19 janvier 2005

Initiatives des Etats-Unis en faveur de l'amélioration du statut de la femme

Les Etats-Unis sont fermement résolus à promouvoir le respect de la femme dans le monde. Parce qu'il considère les droits et la liberté de la femme comme faisant naturellement partie des droits de la personne, le gouvernement Bush a intégré l'émancipation de la femme à sa politique étrangère. Le gouvernement des Etats-Unis aide les femmes à participer pleinement à la vie de leur société par le biais de diverses initiatives et programmes dans les domaines politique et économique. Les principales initiatives du gouvernement des Etats-Unis sont les suivantes :

Afghanistan - Les Etats-Unis, désireux d'accélérer le succès de la reconstruction du pays, ont incorporé à leurs programmes de nombreux éléments ayant trait à la femme, notamment dans les domaines de la participation politique, des possibilités économiques, de la santé et de l'éducation. Depuis la chute des talibans, les Etats-Unis ont lancé plus de 200 projets visant à aider directement les Afghanes. Sur 4,8 millions d'enfants inscrits à l'école, près de 40 % sont des filles, soit, de loin, le pourcentage le plus élevé de l'histoire de l'Afghanistan. Les Etats-Unis consacrent 84 millions de dollars au financement des élections afghanes afin de soutenir la consolidation de cette démocratie. Plus de 27 % des sièges de la Chambre basse et près de 17 % des sièges de la Chambre haute sont réservés aux femmes. Quarante pour cent des électeurs qui se sont rendus aux urnes lors de l'élection présidentielle d'octobre 2004 étaient des femmes.

Le Conseil féminin américano-afghan (USAWC) - Cette initiative novatrice de partenariat lancée par les Etats-Unis met à contribution le gouvernement des Etats-Unis et celui de l'Afghanistan, le secteur privé et les ONG afin de soutenir des projets de soutien aux femmes. A titre d'exemple, le Conseil fournit 1 million de dollars et des conseils d'experts en alphabétisation et en formation professionnelle aux nouveaux Centres de ressources pour les femmes installés dans plus de la moitié des provinces afghanes. Le Conseil finance des programmes de microcrédits pour aider les femmes à créer de petites entreprises.

Irak - Les Etats-Unis financent plusieurs grandes initiatives afin de garantir l'intégration des droits de la femme à la transition de l'Irak vers la démocratie, et de s'assurer que la reconstruction offre des débouchés aux femmes. Par exemple, en mars 2004, prélevant 10 millions de dollars sur les 27 millions réservés par le Congrès aux programmes visant les Irakiennes, le secrétaire d'Etat Powell a lancé une initiative de démocratie pour les Irakiennes ainsi qu'un nouveau partenariat entre secteurs public et privé, le Réseau américano-irakien des femmes. Dans le cadre de cette initiative, ces organismes sont à pied d'œuvre en Irak. Ils aident les femmes à maîtriser les principes de l'organisation et de la participation politique, de la préparation d'élections, de la création de coalitions, de la gestion, de la direction d'entreprises et des relations avec les médias.

Initiative de partenariat avec le Moyen-Orient (MEPI) - Ce programme audacieux vise à créer des partenariats et à améliorer les conditions de vie des peuples de

l'ensemble du Moyen-Orient. Doté à ce jour d'un budget de 218,5 millions de dollars, il vise tout particulièrement les femmes de la région. Le MEPI comprend en effet un volet spécifique consacré à l'émancipation de la femme afin de réduire les obstacles culturels, juridiques, réglementaires, économiques et politiques qui entravent la pleine participation des femmes à leur société. Par exemple, un atelier sur le thème de la femme et du droit a débouché sur : la création d'une association régionale de juristes féminins et le lancement d'une campagne d'information juridique sur les droits de la femme et l'égalité entre les sexes ; une " école régionale de campagne " pour les candidates politiques ; et une nouvelle initiative de formation d'entrepreneurs moyen-orientaux aux Etats-Unis.

Réduction de la pauvreté - Le Compte du millénaire (MCA), une grande initiative des Etats-Unis en faveur du développement, augmentera les niveaux actuels d'aide de 50 % sur les trois prochaines années, entraînant une augmentation annuelle de 5 milliards de dollars d'ici à l'année budgétaire 2006. Les pays autorisés à recevoir une assistance du MCA seront sélectionnés en fonction de la justice avec laquelle ils gouvernent, de leurs investissements dans leurs citoyens et de leur encouragement à la liberté économique. La condition de la femme est un facteur déterminant dans ce processus de sélection. Ainsi, pour l'année budgétaire 2005, le taux de réussite scolaire des filles à l'école primaire fait partie des critères de sélection.

Développement économique et microentreprises - Le soutien financier des Etats-Unis au développement des microentreprises dépasse 150 millions de dollars par an depuis cinq ans. Une large proportion de cette assistance est consacrée à l'octroi de microcrédits, dont 70 % des bénéficiaires sont des femmes.

Participation politique - Lors de la session 2003 de l'Assemblée générale de l'ONU, les Etats-Unis ont mobilisé 110 pays en faveur d'une résolution réclamant des actions concrètes en faveur de l'augmentation de la participation des femmes à la vie politique dans le monde entier.

Traite des personnes - Le président Bush est résolu à éradiquer cette forme moderne d'esclavage qui menace les femmes de façon disproportionnée. Durant l'année budgétaire 2003, les Etats-Unis ont consacré près de 93,5 millions de dollars à la lutte contre la traite des êtres humains dans le monde. En 2003, lors de l'Assemblée générale de l'ONU, le président Bush a promis de

consacrer 50 millions de dollars supplémentaires à l'accélération des démarches visant à affranchir les femmes et les enfants du travail forcé et de la prostitution. De plus, du fait de la vulnérabilité des femmes et des enfants lors de catastrophes, les Etats-Unis s'attachent à empêcher le trafic des personnes dans les régions de l'Asie touchées par le tsunami. Nous engageons des gouvernements étrangers, des organisations privés et d'autres entités de la région à s'assurer de la protection des victimes et à veiller à ce que les démarches humanitaires dans cette région soient assorties de mesures de prévention de la traite.

VIH/sida. - Les Etats-Unis sont en train de réserver 15 milliards de dollars sur les cinq prochaines années à la lutte contre le VIH/sida, maladie qui menace de plus en plus les femmes, surtout dans les pays les plus pauvres du monde. En 2002, le président Bush a annoncé une nouvelle initiative de 500 millions de dollars visant la prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant dans le monde et à améliorer les soins médicaux administrés en Afrique et dans les Caraïbes. Un élément clé des démarches des Etats-Unis visant à réduire la vulnérabilité des femmes au VIH/sida est la promotion du droit de la femme à la propriété. En effet, lorsque les femmes jouissent pleinement de leurs biens, elles sont mieux à même d'éviter des comportements sexuels à risque ou les mauvais traitements.

Les femmes après les conflits - Le gouvernement des Etats-Unis est un ferme partisan de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU portant sur les femmes, la paix et la sécurité. Ce document souligne l'importance du rôle des femmes dans le rétablissement de leur société et la reconstruction de leur pays après un conflit dévastateur. Les programmes appuyés par les Etats-Unis visent à faciliter l'accès des femmes à l'éducation et à renforcer leurs capacités dans les domaines de la gestion, du militantisme, de la politique et de la création d'entreprises afin de s'assurer qu'elles prennent la place qui leur revient de droit tant à la table des négociations de paix que dans leur société. Au cours des quatre dernières années, le Bureau du département d'Etat chargé de la population, des réfugiés et des migrations a financé le projet "Les femmes et la guerre" du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) qui vise tout spécialement à répondre aux besoins de protection, de santé et d'assistance des femmes durant des conflits armés. Ce programme fait maintenant partie intégrante des activités courantes de protection du CICR.

Réfugiés - Aujourd'hui, la majeure partie des réfugiés et personnes déplacées sont des femmes et des enfants, et le gouvernement des Etats-Unis offre un soutien financier et technique important afin de les secourir, et de les aider à se réinstaller et à se réinsérer dans leur société. Durant l'année budgétaire 2004, les Etats-Unis ont consacré 2,3 millions de dollars au financement de programmes de prévention de la violence contre ces femmes.

Coopération internationale - Durant les dix années qui se sont écoulées depuis la Conférence sur les femmes qui s'est tenue à Pékin en 1995, les Etats-Unis ont réalisé des progrès considérables vers la mise en œuvre de la déclaration et du plan d'action de Pékin ainsi que de la déclaration politique Pékin +5 et de l'accord final. Les Etats-Unis ont répondu au questionnaire que l'ONU a envoyé aux gouvernements au sujet de la mise en œuvre du programme d'action de Pékin et de l'accord issu de la 23e session extraordinaire de l'Assemblée générale en 2000. Ce questionnaire porte sur les initiatives et programmes mis en œuvre, sur le plan national et international, dans les domaines de l'éradication de la violence contre les femmes, de la réduction de la pauvreté, de l'accès aux soins médicaux, des débouchés économiques et du partage du pouvoir.